

La cohésion sociale en péril

L'impact social de la crise et des politiques de relance

Résumé et Messages clés

Extrait du Rapport
élaboré par le groupe de travail sur l'Inclusion sociale d'EAPN

Décembre 2009

Remerciements

Le présent rapport est un condensé du rapport complet élaboré par le groupe de travail d'EAPN sur l'inclusion sociale.

Le rapport complet est disponible en anglais uniquement sur le site d'EAPN :

<http://www.eapn.eu/content/view/1294/82/lang,fr/>

Il a été rédigé par Claire Champeix et Sian Jones du secrétariat d'EAPN, sur base des contributions de 22 membres d'EAPN : Allemagne, Irlande, République Tchèque, Suède, Finlande, Belgique, Pays-Bas, Lituanie, Lettonie, Hongrie, Danemark, France, Royaume-Uni, Autriche, Bulgarie Chypre, Italie, Luxembourg, Malte, Pologne et Portugal.

Plusieurs organisations européennes, membres d'EAPN, ont également apporté leur contribution : AGE (Plate-forme Européenne des Personnes Agées), Eurochild et Eurodiaconia.

Le projet de rapport a été débattu lors de la réunion du groupe de travail sur l'inclusion sociale des 13 et 14 novembre 2009 et divers commentaires ont été intégrés dans le document.

Messages Clés

- **L'UE traverse la pire crise économique depuis les années 30.** L'impact social global sur la pauvreté et l'exclusion sociale n'a pas été évalué de manière adéquate. Sans cette analyse, le passage automatique des plans de relance aux stratégies de sortie de crise risque d'augmenter la pauvreté, de creuser les inégalités et d'amoindrir la cohésion sociale pour les décennies à venir. L'UE peut-elle se permettre de courir ce risque ?
- **Si les plans de relance sont principalement axés sur la stimulation de la croissance et le maintien de l'emploi,** ils font peu de cas des conséquences à long terme des diminutions de salaire, de la pression à la baisse sur les salaires, de la tendance à augmenter la flexibilité et à accroître la précarité du travail.
- Les populations déjà exclues du marché de l'emploi ne constituent plus une priorité. Malgré les engagements pris au niveau européen, il y a **peu de signes d'approches intégrées visant l'inclusion active** et l'on constate une augmentation des traitements inhumains imposés aux personnes en situation de pauvreté, à qui l'on impose davantage de conditions et de sanctions sur les aides dans un contexte de pénurie d'emplois disponibles.
- **L'impact social plus large de la crise n'a pas fait l'objet d'une évaluation adéquate.** La crise a des conséquences au-delà du marché de l'emploi ; elle a des effets également sur le sans-abrisme et l'exclusion au logement, les prix et les niveaux de revenus, l'endettement et l'exclusion financière... On ne prend pas suffisamment en compte la situation des personnes les plus fortement touchées par la crise : les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes âgées, les migrants et les minorités ethniques... On ne prend pas suffisamment en compte les tensions sociales croissantes qui accentuent le racisme et la xénophobie et entraînent un sentiment de méfiance en l'avenir.
- **Les ONG de lutte contre la pauvreté sont en première ligne sur le front de la crise,** elles qui luttent pour répondre aux demandes croissantes des personnes en situation de pauvreté alors que leur financement est mis en cause. Les ONG fournissent davantage que des services : leur rôle de plaidoyer est primordial pour donner une voix aux personnes les plus exclues. Elles disposent d'une expertise spécifique qu'elles veulent partager. Elles doivent devenir des partenaires dans les débats et recevoir un appui pour pérenniser leur financement.
- **Le pire est à venir.** Les décisions prises actuellement pour combler les déficits publics dans le cadre des « stratégies nationales de sortie de crise » portent sérieusement atteinte aux systèmes de protection sociale, notamment lorsqu'elles prévoient des réductions de charges patronales et des menaces de coupes dans les services publics et dans les aides. Les services fournis par les ONG sont également menacés. Les Etats d'Europe de l'est, comme la Lettonie, la Roumanie et la Hongrie, subissent déjà de fortes pressions pour réduire considérablement leurs déficits en procédant à des restrictions dans les services. La raison en est que les conditions des prêts dispensés par le FMI et la Commission Européenne ne comportent pas de conditionnalité sociale.

- **Les choses peuvent être différentes.** Des enseignements devraient être tirés de l'exemple des pays dont les niveaux de protection sociale sont élevés et où les services universels ont mieux protégé les populations. Il conviendrait également de s'inspirer des initiatives positives dont l'objectif est de répondre aux multiples aspects de la crise. Des moyens d'augmenter les recettes publiques doivent aussi être explorés. Les causes de la crise sont enracinées dans les inégalités croissantes, qui ont alimenté l'explosion des crédits, ainsi que dans les défaillances d'un secteur financier fortement dérégulé. Une meilleure redistribution, grâce à des politiques fiscales progressives et une consolidation de la protection sociale, est plus susceptible de prévenir et de limiter la pauvreté, tout en restaurant la cohésion sociale. Pareil choix permettrait d'éviter l'émergence d'une nouvelle crise.

- **Une nouvelle solution démocratique.** Des démocraties plus participatives auraient probablement entendu plus tôt les avertissements émis par les acteurs de la société civile à propos des dangers du crédit facile et des inégalités croissantes. Les plans de relance et les stratégies de sortie de crise sont élaborés derrière des portes closes. Nous exhortons l'UE et les Etats membres à lancer un débat global avec l'ensemble des parties prenantes et à organiser un sommet social consacré aux causes et aux conséquences de la crise ; il s'agirait d'apporter de nouvelles solutions d'urgence à court terme ainsi que de formuler des propositions à long terme pour défendre la cohésion sociale de l'UE.

Résumé

Les conséquences de la crise économique sur le chômage sont bien connues et solidement documentées. Toutefois, les conséquences sociales concrètes de cette crise dépassent le cadre du marché de l'emploi. En réalité, les personnes en situation de pauvreté subissent les conséquences multiples des erreurs commises par les décideurs. Elles se retrouvent coincées dans une situation inextricable : tandis que leurs conditions de vie se dégradent, les possibilités d'accéder à un emploi décent sont de plus en plus limitées et l'aide sociale se restreint. Le prix à payer par les travailleurs pour conserver leur emploi s'est soldé par une détérioration inacceptable de leurs conditions de salaire et de travail. Pendant ce temps, les actions entreprises par les gouvernements pour réduire les déficits publics risquent d'avoir un effet boule de neige et d'éroder la cohésion sociale et la protection sociale pour les années à venir.

Aucune évaluation globale de l'impact social de la crise n'ayant été menée, EAPN a voulu en assurer un suivi régulier avec l'aide de ses membres nationaux, depuis novembre 2008, par le biais de questionnaires et de réunions. Le présent rapport rassemble les expériences de personnes qui luttent contre la pauvreté sur le terrain dans 22 pays européens et d'organisations européennes membres d'EAPN.

La crise a des conséquences visibles, dont les facettes sont multiples, et elle agit comme le catalyseur d'un développement de l'exclusion sociale

Les données officielles sont loin de refléter la réalité du chômage. En effet, un grand nombre de travailleurs non déclarés, de travailleurs indépendants ou précarisés perdent leur emploi sans que cela n'apparaisse nécessairement dans les statistiques. La réalité des personnes qui ont gardé leur emploi est souvent difficile : leurs salaires diminuent, tandis qu'augmentent les heures de travail, souvent sans recevoir de compensations. Les membres craignent également une détérioration des conditions de travail sur le long terme, la propension des entreprises à devenir plus compétitives minant la qualité de l'emploi.

Plus d'un tiers des réseaux nationaux d'EAPN signalent des évolutions inquiétantes dans le domaine du logement : perte de logement ou difficultés extrêmes pour faire face à l'envolée des coûts du logement. Le sans-abrisme est une autre réalité de plus en plus préoccupante. Malgré les initiatives prises par certains gouvernements pour relever ou compléter les systèmes de revenu minimum, les « filets de sécurité » ne parviennent plus à aider suffisamment les personnes souffrant d'un manque de ressources. Il est inexcusable que certains gouvernements durcissent les politiques d'activation y compris les sanctions touchant aux allocations à une époque où l'emploi décline. Le pouvoir d'achat est également en berne : tandis que les prix des denrées et des services essentiels restent élevés ou continuent à s'envoler, les restrictions touchant les budgets publics entraînent une restriction des services. Le surendettement est également à la hausse ; il est alimenté par des revenus inadéquats, l'envolée des prix et l'absence d'accès à des mécanismes bancaires et de crédit équitables. Les pensions publiques et privées sont menacées par la crise financière et par les coupes budgétaires.

Une évaluation mitigée des plans de relance

Certains gouvernements ont pris des initiatives positives afin d'amortir l'impact de la crise. Il s'agit notamment de mesures de lutte contre l'exclusion financière, d'augmentation des aides et des pensions, d'aides supplémentaires aux ménages dans le besoin, de mesures de prévention du sans-abrisme et d'amélioration de l'accès au logement. Si les membres d'EAPN se félicitent de ces décisions, elles sont loin d'être suffisantes.

Notre principale préoccupation concerne la gestion des budgets publics. Les plans de sauvetage des banques ont mobilisé énormément de fonds publics. Les budgets publics ont principalement servi à soutenir la demande dans les secteurs les plus touchés par la crise, grâce à des investissements publics et à des dégrèvements d'impôts. Ces dépenses extraordinaires, combinées à une réduction des recettes fiscales (personnes physiques et impôts de société) et à une augmentation du chômage et des demandes d'aides, se sont traduites par d'énormes déficits publics. EAPN estime qu'il existe d'autres manières de gérer la crise et met en garde contre la poursuite de pareilles approches dans les stratégies de sortie de crise des gouvernements. Dans certains pays, on constate déjà des diminutions dramatiques des budgets sociaux, des menaces sur les droits sociaux et de nouvelles taxes qui frappe lourdement les pauvres. La décision de réduire les charges patronales est considérée comme une sérieuse atteinte à long terme aux systèmes de protection sociale. Dans certains cas extrêmes, des pays d'Europe de l'est, comme la Lettonie, la Hongrie et la Roumanie, ont été obligés de solliciter des prêts au FMI et à l'UE. En conséquence, ils doivent aujourd'hui se plier à des contraintes budgétaires et structurelles et réduire leurs déficits ; la conséquence en est des coupes sombres dans l'administration publique et dans les services sociaux.

Les membres se félicitent de la décision de limiter l'étendue du chômage et de soutenir l'emploi dans les secteurs les plus touchés par la crise. Toutefois nous regrettons que la priorité soit accordée à la flexibilité plutôt qu'à la sécurité ou aux personnes en situation de pauvreté qui sont déjà exclues du marché de l'emploi. Il manque également une volonté politique en faveur de la création d'emplois décents, notamment « des emplois verts » et « des emplois blancs » et de l'utilisation de tout le potentiel de l'économie sociale. Nos membres s'inquiètent que l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail semble avoir été oublié. Ils dénoncent le durcissement de certaines politiques d'activation dans un contexte par ailleurs difficile.

Les plus vulnérables et les victimes de discrimination sont les plus touchés. Les membres d'EAPN décrivent la réalité actuelle dans de nombreux Etats membres dans les termes suivants : privations croissantes, montée des tensions sociales, discrimination et xénophobie. Un sentiment de désespoir et de peur étreint de nombreuses personnes en situation de pauvreté ; elles perdent confiance dans la capacité des gouvernements à défier les inégalités croissantes et dans leur engagement à prendre les mesures nécessaires pour réduire la pauvreté.

Certains groupes sont particulièrement touchés. Sur le marché du travail, les travailleurs précaires ont été les premières victimes. La situation des travailleurs jeunes et âgés est également critique, tandis que ceux et celles qui souffrent de longues maladies ou de handicap, ainsi que les travailleurs peu qualifiés, risquent d'être exclus en permanence du marché de l'emploi. Les travailleurs migrants, y compris les travailleurs migrants sans papiers, sont actuellement victimes de discrimination et éprouvent les plus grandes

difficultés à subvenir aux besoins de leur famille à l'étranger. L'impact de la crise sur les femmes n'a pas suffisamment été analysé : elles sont pourtant plus fortement touchées, principalement les mères célibataires. Les enfants sont également gravement affectés par la crise.

Les ONG sont confrontées à des demandes croissantes et nouvelles. De nombreuses ONG sont confrontées à de nouvelles vagues de demandes d'aide de base pour faire face aux dépenses quotidiennes: nourriture, vêtements, logement et argent pour payer les factures ; ces demandes émanent, par exemple, de familles plutôt que de personnes sans-abri et célibataires. Elles sont de plus en plus contraintes d'offrir des services multiples pour faire face aux difficultés croissantes de personnes prises dans les filets de l'endettement ou pour compenser les coupes opérées dans les services publics. **Toutefois, leurs ressources n'augmentent pas et, dans bien des cas, elles diminuent. Les ONG craignent de ne plus pouvoir jouer leur rôle à l'avenir,** alors que les subventions publiques diminuent, que les financements privés chutent et que les fonds structurels ne parviennent pas à créer plus d'inclusion sociale.

Plus jamais!

Il y a évidemment besoin d'un débat transparent sur les causes de la crise. Il s'agit non seulement d'aborder l'impact social de la crise et de mettre en place des politiques susceptibles de réaliser une relance durable, mais également d'éviter qu'une telle crise ne se reproduise. Il faut voir comment les inégalités croissantes ont alimenté la demande pour des crédits faciles et compliqué la tâche des mécanismes de protection sociale quand il s'agissait de défendre les droits des personnes à un revenu adéquat et de fournir les services indispensables à l'insertion sociale. A la lumière du rôle central qu'elles jouent dans la gestion de la crise sur le terrain social, les ONG ont une expertise spécifique. Elles aident activement les personnes en situation de pauvreté à se faire entendre et veulent prendre part aux processus d'élaboration des politiques. Cela devrait être le cas aussi bien au niveau national qu'au niveau européen. Une discussion avec toutes les parties prenantes sur l'impact global de la crise et sur les solutions à envisager sur le long terme pour défendre la cohésion sociale au lieu de l'éroder, constitue une condition préalable essentielle.

Information et contacts

Pour plus d'information sur le rapport, contactez :

Sian Jones, Coordinatrice politique chez EAPN

Sian.Jones@eapn.eu - 0032 (0)2 226 5859

Pour plus d'information sur les prises de position d'EAPN, publications et activités

Visitez le site d'EAPN : www.eapn.eu



European Anti-Poverty Network. Réseau européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Reproduction permise sur mention de la source. **Décembre 2009.**



Ce rapport a le soutien de la Direction générale de l'Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances de la Commission européenne. Il est financé par le Programme communautaire européen pour l'Emploi et la Solidarité sociale PROGRESS (2007-2013).

Pour plus d'information, voir:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

L'information contenue dans cette publication ne reflète pas nécessairement la position de la Commission européenne.